

Le mouvement des outstations australiennes (note de recherche)

Sylvie Poirier and Alain Sachel

Volume 16, Number 3, 1992

Autochtones et pouvoirs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015236ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015236ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

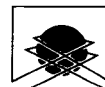
[Explore this journal](#)

Cite this article

Poirier, S. & Sachel, A. (1992). Le mouvement des outstations australiennes (note de recherche). *Anthropologie et Sociétés*, 16(3), 119–126.
<https://doi.org/10.7202/015236ar>

LE MOUVEMENT DES *OUTSTATIONS* AUSTRALIENNES

(Note de recherche)



Sylvie Poirier et Alain Sachel

Sous les pressions grandissantes de groupes aborigènes, le gouvernement australien tint, en 1967, un référendum sur la citoyenneté des Aborigènes et le pouvoir de légiférer à leur égard. Quatre-vingt-onze pour cent des Australiens se prononcèrent en faveur d'un tel amendement constitutionnel. En 1972, le gouvernement travailliste ouvrait la voie aux droits autochtones et aux revendications territoriales. En 1976, l'Acte des droits territoriaux du Territoire du Nord — les Aborigènes y représentent 25% de la population — reconnaissait l'occupation ancestrale ainsi que les liens spirituels et mythologiques au territoire¹. La formation de trois conseils territoriaux permit dès lors aux Aborigènes du Territoire du Nord de récupérer de grands espaces².

Certains de ces territoires ne tardèrent pas à être réoccupés et dès les années soixante-dix, on assista à l'émergence d'un vaste mouvement de décentralisation, dénommé le mouvement des *outstations*³. Résultant d'une initiative aborigène, ce phénomène encore unique soulève une question cruciale pour l'ensemble des peuples autochtones, sur les plans socioculturel, politique et économique. La relation au territoire et le concept d'assise territoriale, pivots des négociations autochtones à travers le monde, y trouvent une expression contemporaine.

Cette note mesure l'ampleur de ce mouvement et sa pertinence en ce qui a trait à l'affirmation socioculturelle et à la quête d'une plus grande autonomie. Entendons ici par autonomie l'expression et la reconnaissance, dans un contexte contemporain, des droits inhérents ainsi que des valeurs et des pratiques sociales, politiques et rituelles des sociétés aborigènes. Afin d'être effective, cette autonomie devrait être doublée d'un pouvoir exécutif, législatif et administratif qui reste encore à négocier.

C'est en Terre d'Arnhem, dans le Territoire du Nord, que le mouvement des *outstations* voit le jour à la suite des démêlés de la population aborigène de Yirrkala avec la compagnie minière Nabalco (Coombs *et al.* 1982). Parce qu'il répondait à un

1. L'Acte du Territoire du Nord est un cas isolé : l'Australie-Occidentale, par exemple, ne reconnaît pas les droits aborigènes dans sa constitution.

2. Ces conseils sont le Northern Land Council (Darwin), le Central Land Council (Alice Springs) et le Tiwi Land Council. Aujourd'hui, plus de 30% de la superficie du Territoire du Nord est considérée comme « terre aborigène ».

3. Le terme *outstation* est de loin le plus répandu. On rencontre aussi suivant les régions et les documents officiels, les expressions *homeland center*, *country camp* ou encore *settle down country*.

besoin commun, le mouvement s'est rapidement répandu dans plusieurs régions. À la fin des années quatre-vingt, on dénombrait 588 *outstations* réparties sur un vaste territoire (PCA 1987). La majorité toutefois est située dans le Territoire du Nord, plus ouvert aux revendications autochtones en vertu de l'Acte de 1976, bien qu'on en retrouve aussi en Australie-Occidentale, au Queensland et en Australie-Septentrionale. Leur infrastructure diffère selon les régions : côtières, tropicales, semi-tropicales ou désertiques et leur population, fluctuante, varie de cinq à soixante individus.

L'*outstation* répond, d'une part, au besoin de renouer avec les territoires ancestraux et leur essence mythico-rituelle, fondement de l'identité personnelle. Sa faible densité démographique, d'autre part, s'apparente davantage au mode traditionnel de résidence. En outre, l'*outstation* est une solution aux tensions qui règnent au sein des larges communautés où vivent souvent des groupes aborigènes d'origines linguistique et territoriale diverses. Sans couper les liens avec celles-ci, les habitants des *outstations* évoluent dans un environnement socioculturel plus conforme à leurs besoins et à leurs attentes actuelles.

Ces derniers partagent une appartenance commune au territoire réoccupé. Il nous faut donc considérer, très brièvement, les représentations relatives au territoire et les critères d'affiliation à celui-ci. L'appartenance territoriale se définit par des itinéraires mythiques (*Dreamings*) et des sites au long de ceux-ci, créés et nommés par les êtres ancestraux. Ces itinéraires se subdivisent en segments (un segment comprend une série de sites nommés et forme un « pays ») et à chaque segment correspond une connaissance rituelle et ésotérique révélée lors des étapes initiatiques. Dans un temps et un espace donnés, ces tracés mythiques et leurs différents segments ordonnent, suivant des critères qui varient sensiblement selon les régions, les réseaux d'affiliation territoriale, d'obligation sociale et de responsabilité rituelle. Donc, chaque personne se sent responsable, avec d'autres, des « pays » qui forment sa configuration personnelle d'appartenance⁴. Sur ces itinéraires ancestraux reposent, en grande partie, la légitimation des revendications territoriales et le fondement du pouvoir autochtone en Australie.

On entrevoit déjà la valeur du mouvement des *outstations*, notamment sur deux points fondamentaux des négociations autochtones contemporaines. Il s'agit premièrement de la consolidation de l'identité personnelle et collective qui découle d'une telle réappropriation du territoire sur la base des affiliations ancestrales. Deuxièmement, l'expansion du mouvement montre qu'en dépit de différences culturelles régionales parfois considérables, les sociétés aborigènes parlent d'une même voix, ce qui ne peut qu'accentuer leur pouvoir de négociation auprès des instances gouvernementales.

L'exemple de Yagga Yagga, une *outstation* du désert occidental où nous avons vécu douze mois à la fin des années quatre-vingt, nous permettra de mieux contextualiser la vie au sein de l'*outstation* et d'évaluer la portée du mouvement sur le nomadisme renouvelé et une plus grande autonomie des Aborigènes.

4. Sur l'organisation sociale et territoriale des sociétés aborigènes du désert occidental, voir Myers (1986) et Poirier (1990). Pour les sociétés de la Terre d'Arnhem, voir, entre autres, Morphy (1991).

Établie en 1984, Yagga Yagga est située à 100 km au sud de la communauté principale de Balgo Hills, aux confins nord du désert Gibson, elle-même fondée en 1940 et mission catholique jusqu'au début des années quatre-vingt. Balgo et Yagga Yagga sont situées en Australie-Occidentale, un état qui refuse encore de reconnaître les droits autochtones. L'ensemble du territoire qui s'étend au sud de Balgo est inhabité depuis la migration des bandes en périphérie du désert, là où s'étaient établies les missions et les communautés gouvernementales. Il s'agit de terres de la Couronne, sous juridiction fédérale, et dont une partie forme la réserve aborigène Balwina, ce qui explique que les Aborigènes aient pu y établir une *outstation*.

La population aborigène de Balgo se chiffre aujourd'hui à environ 250 personnes⁵. Les groupes linguistiques représentés sont principalement les Kukatja et les Walmadjarri. On y retrouve aussi des Ngarti, des Wangkadjungga, des Mandildjarra, des Pintupi et quelques Warlpiri. En règle générale, les pays de ces différents groupes se chevauchent et s'étendent entre le lac Mackay et la route Canning Stock, incluant le lac Gregory et la chaîne Stansmore⁶.

Ces territoires, comme d'autres dans les régions du centre et du nord, sont convoités par les compagnies minières qui, au début des années quatre-vingt, y ont entamé une phase intensive d'exploration. Paradoxe du développement, l'ouverture de pistes carrossables par ces compagnies offre dès lors à la population de Balgo l'opportunité de fréquenter à nouveau les terres ancestrales. En outre, en vertu d'une loi fédérale adoptée durant les années soixante-dix, les compagnies ont dû, au préalable, cartographier sur place avec les « propriétaires traditionnels » et les organismes aborigènes régionaux les principaux sites mythiques, en vue du respect éventuel de leur caractère sacré. Cette démarche a ainsi permis aux Aborigènes de renouer avec des territoires qu'ils avaient dû délaisser quelques décennies auparavant.

Devant une telle réouverture, et stimulées par la création d'*outstations* dans les régions voisines, quelques familles de Balgo projettent d'en établir une à Mungkayi, à plus de 150 km au sud, en pays kukatja. Entre-temps, une compagnie pétrolière découvre une importante réserve d'eau souterraine au site de Yagga Yagga. Les familles conviennent donc d'établir leur *outstation* à Yagga Yagga, en attente du jour où elles pourront s'installer à Mungkayi, pour le moment encore trop difficile d'accès.

Grâce au programme fédéral d'aide aux *outstations*, ces familles obtiennent un réservoir d'eau et une génératrice, indispensables en région aride. On leur fournit également un véhicule tout terrain, essentiel pour la chasse et la cueillette, et pour les déplacements vers la communauté centrale. On leur construit quatre abris de tôle galvanisée pour protéger des intempéries les couvertures, les vêtements, les fusils ou encore les objets rituels. Car les Aborigènes, particulièrement les aînés,

5. Lors d'un premier séjour dans la région, au début des années quatre-vingt, Balgo comptait une population de 500 personnes. Depuis, plusieurs familles ont rejoint leur parentèle dans des *outstations* nouvellement établies, soit dans le Territoire du Nord, soit aux confins sud du désert Gibson.

6. N'y-a-t-il pas une leçon à tirer de cet exemple où les Aborigènes australiens mettent en commun le chevauchement territorial ? Au Québec, l'article 2.14 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois utilise le chevauchement entre nations autochtones pour établir paradoxalement des frontières « occidentales » entre ces mêmes nations.

préfèrent dormir à la belle étoile ou se fabriquer de simples abris de toile et de branchages afin de s'abriter du vent et du soleil.

La population de Yagga Yagga, comme celle de la plupart des *outstations*, est fluctuante. Nomadisme oblige ! Durant la saison sèche, soit d'avril à novembre environ, de vingt à trente personnes y établissent leur campement. Il s'agit de couples avec leurs jeunes enfants — les enfants plus âgés demeurent à Balgo avec des parents pour y fréquenter l'école — et d'ainés, hommes et femmes, seuls ou en couples. Ce nombre varie étant donné que certains partent pour des périodes plus ou moins longues soit pour rendre visite à des parents dans d'autres communautés, soit pour des sorties en ville ou des voyages en brousse, soit encore pour participer à des rituels ou à des cérémonies funéraires. Inversement, des visiteurs, le plus souvent des parents ou des partenaires rituels, viennent s'établir à Yagga Yagga pour des périodes variant de quelques jours à quelques mois. Durant la saison des pluies, la piste devenant impraticable, tous retournent à Balgo. C'est aussi l'époque des cérémonies d'initiation, qui s'échelonnent sur plusieurs mois et impliquent de larges déplacements vers des communautés parfois éloignées.

Les activités rituelles et initiatiques représentent une dimension primordiale des sociétés aborigènes contemporaines, du moins en régions éloignées, que même la sédentarité, la propagande missionnaire ou encore une économie d'assistance sociale n'ont pas réussi à faire disparaître. Sur ces activités reposent le fondement et l'expression de la « Loi » ancestrale (*Law* ou *Dreaming*). Le maintien de ces pratiques ainsi que la redéfinition des réseaux rituels et initiatiques, à la suite des déplacements de population vers les missions et les communautés, font foi de l'affirmation d'une politique traditionnelle sur laquelle les gouvernements ont peu ou pas d'emprise. Nous y reviendrons.

Indépendamment de la plus ou moins grande fréquentation d'une *outstation*, sa population demeure toujours nettement inférieure à celle de la communauté centrale. De surcroît, le personnel non autochtone est tantôt réduit au minimum, tantôt inexistant, comme à Yagga Yagga. Peu de fonctionnaires d'ailleurs osent visiter cette petite communauté au cœur du désert et dépourvue des commodités modernes. C'est ainsi que, loin des pressions et des sollicitations quotidiennes qui ont cours dans les communautés plus larges, les habitants des *outstations* se retrouvent entre eux, en petits groupes de parentèle. Ils sont plus à même de décider de leurs activités, quelles qu'elles soient, et du déroulement de leurs allées et venues. Une *outstation* comme Yagga Yagga dépend certes de la communauté centrale pour ses besoins administratifs, médicaux et éducatifs. Néanmoins, l'absence de l'ingérence non autochtone sur les lieux de l'*outstation* et la stimulation éprouvée à renouer avec le territoire ancestral favorisent l'autodétermination.

Sur le plan économique, et au même titre que la population des communautés centrales, la principale source de revenus des *outstations* provient des fonds de la sécurité sociale (bien-être, allocations familiales et pensions de vieillesse). Quant à leur infrastructure, elle est généralement soutenue par des subsides gouvernementaux. C'est dire que, dans la plupart des cas, l'autonomie économique est loin d'être atteinte. Toutefois, il s'agit davantage d'un manque d'adéquation et d'un refus de la part de certains gouvernements provinciaux de reconnaître les droits territoriaux, que d'un manque de volonté aborigène. Ainsi, dans le Territoire du Nord, en vertu

de l'Acte de 1976, les compagnies minières qui exploitent les terres aborigènes sont tenues de verser des redevances aux propriétaires traditionnels. Ceux d'entre eux qui ont établi des *outstations* y réinvestissent souvent des sommes imposantes et sont donc plus à même d'aspirer à l'autonomie économique. Mais celle-ci est difficilement envisageable, tant et aussi longtemps que les droits territoriaux ne seront pas reconnus à part entière dans les états comme l'Australie-Occidentale.

Au sein des *outstations*, et il s'agit d'un élément essentiel, l'économie de subsistance dérivée des activités traditionnelles de chasse et de cueillette est plus répandue que dans les grandes communautés. La proximité des territoires de chasse, l'absence de sollicitations étrangères et la disponibilité d'un véhicule permettent de s'adonner plus régulièrement à ces activités. Dans les régions luxuriantes comme la Terre d'Arnhem, les produits de la chasse, de la pêche et de la cueillette y représentent d'ailleurs la principale source alimentaire (Altman 1987), mais en région désertique, les ressources sont plus clairsemées. Il n'empêche qu'à Yagga Yagga, on pratique la chasse et la cueillette sur une base quotidienne. Les denrées de base telles que la farine, le sucre et le thé proviennent du magasin communautaire de Balgo. De plus, la chasse et la cueillette nécessitent des déplacements qui assurent un rayonnement sur le territoire et une (re)connaissance accrue de celui-ci. Ces déplacements offrent aux aînés, hommes et femmes, l'opportunité de transmettre aux plus jeunes l'ensemble des connaissances mythiques et rituelles relatives à leurs pays d'affiliation.

L'augmentation des activités de chasse et de cueillette, une valorisation de la tradition orale, une plus grande prise en charge décisionnelle, la réduction (ou l'absence) de la présence non autochtone, la baisse des tensions provoquées par une forte densité démographique, l'interdiction de boissons alcoolisées et la diminution des batailles provoquées par celles-ci sont autant de facteurs qui contribuent à stimuler le sens de l'autonomie, tout en rendant la vie dans les *outstations* plus paisible et plus saine. Mais en raison souvent de leur éloignement et de leur manque de commodités modernes, les jeunes préfèrent demeurer à la communauté centrale, ne visitant l'*outstation* qu'épisodiquement⁷.

La création d'une *outstation* est particulièrement pertinente sur le plan d'une occupation concrète du territoire et de l'affirmation du lien spirituel à celui-ci, fondement de l'identité personnelle. Ainsi, la réoccupation d'un « pays » est significative non seulement pour les familles qui y vivent de façon plus ou moins permanente, mais aussi pour tous les groupes d'une vaste région. Yagga Yagga nous sert encore une fois d'exemple.

Ce site fait partie de l'itinéraire mythique des *Wati Kutjarra* (Deux Hommes initiés) auquel plusieurs personnes, établies dans diverses communautés, revendiquent une affiliation. Il était primordial d'insérer la nouvelle *outstation* dans le réseau rituel et initiatique régional, et de réactiver en quelque sorte la dimension cognitive du site en question. Un aîné « rêva » donc un nouveau segment mythique, avec les chants et les séquences rituelles correspondants, lequel lierait doré-

7. Certains habitants des communautés centrales utilisent l'*outstation* comme un lieu temporaire de « désintoxication », alors que les aînés y envoient parfois séjourner les jeunes fauteurs de troubles, dans l'espoir qu'ils y trouveront leur valorisation.

navant le site de Yagga Yagga aux principaux itinéraires de la région. De telles transformations des itinéraires ancestraux sont inhérentes aux organisations sociale et territoriale des sociétés du désert occidental (Poirier 1990, 1992b). Depuis toujours, elles répondent aux contingences ainsi qu'aux exigences nomades des régions arides en assurant la cohésion spatiale et temporelle des réseaux sociaux et rituels. Ainsi (ré)insérés dans la trame régionale, après un temps d'inoccupation de plusieurs décennies, le territoire environnant de Yagga Yagga et l'*outstation* deviennent significatifs pour tous les groupes d'une vaste région.

Une telle relecture de l'inscription ancestrale d'un pays représente en soi un élément de politique locale dont les Aborigènes n'ont pas à rendre compte aux paliers gouvernementaux. En poursuivant comme ils l'ont toujours fait une relation dynamique aux territoires et aux connaissances adjacentes, ils expriment en quelque sorte l'autonomie de leur système politique. Celle-ci est maintenant réinvestie au sein des *outstations*.

Au même titre que le campement temporaire traditionnel, l'*outstation* est perçue comme un point de rayonnement. Ce n'est pas tellement l'emplacement qui importe, bien que soit pertinent son ancrage mythique, mais davantage le rayonnement qu'il permet sur le territoire avoisinant. Ceci renvoie au nomadisme aborigène, et bien que ce dernier se soit redéfini depuis la colonisation, il n'en demeure pas moins une dimension intégrante de ces sociétés. À cet effet, le gouvernement fédéral fait parfois preuve d'une incompréhension flagrante dans la mesure où certains programmes d'aide aux *outstations* exigent une résidence permanente au lieu-dit, un concept aberrant pour les Aborigènes. Si la stratégie des gouvernements quant à une résidence permanente devait, à moyen terme, amener les Aborigènes à limiter leurs déplacements, il est évident que l'autonomie politique et la relation dynamique au territoire qu'ils ont maintenues jusqu'ici risqueraient d'être passablement affectées.

Le mouvement des *outstations* est bel et bien établi en Australie. Au même titre que les campements saisonniers d'autrefois, le fait que certaines *outstations* soient abandonnées durant des périodes plus ou moins longues, alors que d'autres se créent, dénote une dynamique d'occupation contemporaine du territoire. Mais il s'agit bien d'un « mouvement », et en ce sens nul ne saurait réellement prédire ses perspectives à long terme. Nous prendrons une dernière fois l'exemple de Yagga Yagga afin d'envisager certaines éventualités et en supposant bien entendu que se poursuivent les programmes fédéraux d'appui aux *outstations*.

Les populations de Balgo et de Yagga Yagga ont entrepris des démarches pour la création de pistes et d'autres *outstations* plus au cœur du désert. Dans les années quatre-vingt, aux limites septentrionales du désert Gibson, les Pintupi ont établi quant à eux l'*outstation* de Kiwirrkura. Ils projettent également d'en établir d'autres, vers l'ouest et le nord. Advenant l'aboutissement de ces projets, toute l'étendue du désert Gibson, en tenant compte du rayonnement, serait réoccupée par ses premiers habitants. Une telle éventualité offrirait certes des assises solides aux revendications territoriales. Elle serait souhaitable avant que les compagnies minières ne passent de l'exploration à l'exploitation, et en espérant que le gouvernement d'Australie-Occidentale assouplisse ses politiques à l'égard des autochtones.

Le mouvement des *outstations*, l'art aborigène, l'intensité des activités rituelles et initiatiques et le maintien de la « Loi » ancestrale sont autant de pratiques qui corroborent les revendications territoriales, le pouvoir des autochtones et leur désir d'autodétermination. Certes, le tableau d'ensemble de la situation autochtone en Australie est loin d'être essentiellement positif. Les conditions de vie souvent précaires des Aborigènes à travers le pays, le refus de certains États de reconnaître les droits autochtones, les amendements à l'Acte de 1976 en faveur des intérêts privés, les nombreux problèmes sociaux dérivés d'un sentiment de dépendance et de rejet démontrent qu'effectivement la négociation est loin d'être terminée.

Il ne s'agit pas ici de prétendre que l'*outstation* soit « la » solution à la problématique autochtone contemporaine. Néanmoins, le mouvement des *outstations* est issu d'une initiative aborigène. L'*outstation* est l'expression d'un nomadisme renouvelé et la réponse autochtone aux larges communautés gouvernementales. Elle permet une réoccupation des territoires ancestraux et favorise une valorisation de leur dimension mythico-rituelle. Enfin, elle est un lieu où l'Aborigène est souvent plus à même d'exprimer son autonomie en tant qu'agent socio-culturel à part entière.

Références

ALTMAN J.C.

- 1987 *Hunter-Gatherers Today : An Aboriginal Economy in North Australia*. Canberra : Australian Institute of Aboriginal Studies.

CANE S. et O. Stanley

- 1985 *Land Use and Resources in Desert Homelands*. Darwin : North Australia Research Unit (Australian National University).

COOMBS H.C., B.G. Dexter et L.R. Hiatt

- 1982 « The Outstation Movement in Aboriginal Australia » : 427-39, in E. Leacock et R. Lee (dir.), *Politics and History in Band Societies*. Cambridge : Cambridge University Press.

MORPHY H.

- 1991 *Ancestral Connections. Art and an Aboriginal System of Knowledge*. Chicago : The University of Chicago Press.

MYERS F.

- 1986 *Pintupi Country. Pintupi Self. Sentiment, Place and Politics among Western Desert Aborigines*. Washington, D.C. et Canberra : Smithsonian Institution Press et Australian Institute of Aboriginal Studies.

PARLIAMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA (PCA)

- 1987 *Return to Country. The Aboriginal Homeland Movement in Australia*. Canberra.

POIRIER S.

- 1990 *Les jardins du nomade. Territoire, rêve et transformation chez les groupes aborigènes du Désert Occidental australien.* Thèse de doctorat, Université Laval, Québec.
- 1992a « Cosmologie, personne et expression artistique dans le désert occidental australien », *Anthropologie et Sociétés*, 16, 1 :41-58.
-
- 1992b « Nomadic Rituals. Networks of Ritual Exchanges between Women of the Australian Western Desert », *Man* (à paraître).

Sylvie Poirier
1384, chemin Royal
St-Laurent (Québec)
Canada G0A 3Z0

Alain Sachel
Conseil des Atikamek^{ac} et des Montagnais
360, boul. Charest Est
Québec
Canada G1K 3H4